



Tous droits réservés

LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX

Séance 4 - Les mécanismes internationaux et européens de protection des droits et libertés

I. La protection des droits et libertés au sein du système onusien	2
A) Les sources juridiques de la protection des droits et libertés dans le système onusien.....	2
B) Les mécanismes juridiques de protection des droits et libertés dans le système onusien	4
II. La protection des droits et libertés au sein du Conseil de l'Europe	6
A) La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales.....	7
B) La Cour européenne des droits de l'Homme.....	7
C) Les particularités de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme	8
D) La Charte sociale européenne	10
III. La protection des droits et libertés au sein de l'Union européenne	10
IV. La protection des droits et libertés par le droit international pénal	12

I. La protection des droits et libertés au sein du système onusien

A) Les sources juridiques de la protection des droits et libertés dans le système onusien



À retenir : La protection des droits et libertés au sein du système onusien repose sur quatre grandes catégories d'instruments juridiques : **la Charte de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les deux Pactes internationaux** et les différentes conventions sectorielles.

- 1) **La Charte des Nations Unies**, signée à San Francisco en **1945**, dispose à son article premier que le but de l'ONU est de « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion ».
- 2) **La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948** signée à Paris est composée d'un préambule et de trente articles qui énoncent les principaux droits et libertés. Elle consacre des droits civils et politiques (de première génération) et également des droits économiques et sociaux (de deuxième génération).

Question : Quelles sont les principales limites de la DUDH et pourquoi est-elle critiquée ?

- Premièrement, en dépit de sa prétention universelle, elle fut rédigée avant les grandes vagues de décolonisation et seuls 58 États ont participé à sa rédaction (comparés aux 197 États reconnus début 2020 par l'ONU, dont 193 États membres). Les pays colonisés n'ont donc pas participé à sa rédaction.
- Deuxièmement, c'est une simple déclaration et non un traité. Elle ne constitue pas un traité international ayant une valeur supérieure à la loi (**Conseil d'État, 18 avril 1951, Élections de Nelay**).

- 3) **Les deux Pactes internationaux**, signés à New York en **1966**, entrés en vigueur en **1976**, reflètent le contexte de la Guerre froide et l'opposition idéologique entre le libéralisme et le socialisme. Chaque idéologie se reflète particulièrement dans l'un des deux Pactes.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou PIDCP a été ratifié par 173 États, dont la France en 1980. Il n'est pas ratifié par la Chine.

⇒ Il garantit, entre autres : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à la vie, l'égalité et la non-discrimination, la liberté, la sûreté, l'interdiction de l'esclavage, de la torture, des peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, la présomption d'innocence, la non-rétroactivité de la loi pénale, le droit à la vie privée, la liberté d'aller et venir, le droit de propriété, la liberté de pensée, la liberté de conscience et de religion, la liberté d'opinion et d'expression, le droit de propriété intellectuelle, etc.

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou PIDESC a été ratifié par 170 États, dont la France en 1980. Il n'est pas ratifié par les États-Unis d'Amérique.

⇒ Il garantit, entre autres : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit au travail, la liberté syndicale, le droit de grève, le droit à la sécurité sociale, le droit à une protection spéciale des mères et des enfants, le droit à des conditions de vie digne (droit à l'alimentation et au logement), le droit à la santé, le droit à l'éducation, etc.

- 4) Il existe également **de très nombreuses conventions sectorielles qui consacrent des droits spécifiques et établissent des protections détaillées**. Parmi les plus importantes, on trouve :

- La **Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948)**
- La **Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales (1966)**
- La **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (1979)**
- La **Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)**
- La **Convention relative aux droits de l'enfant (1989)**
- La **Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006)**.

B) Les mécanismes juridiques de protection des droits et libertés dans le système onusien



À retenir : Pour assurer l'effectivité des droits proclamés par les textes ci-dessus envisagés, des mécanismes spécifiques de protection ont été instaurés au sein du système onusien.

Le **Comité des droits de l'homme (ou CoDH)** est chargé depuis **1976** de contrôler le respect par les États des obligations contenues dans le **PIDCP** et le **Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ou CoDESC)** est quant à lui chargé depuis **1985** de contrôler le respect par les États des obligations contenues dans le **PIDESC** :

- Chaque comité est composé de 18 experts élus pour un mandat de 4 ans renouvelable, sur proposition des États.
- Chaque comité formule d'abord des observations générales qui font office de guides dans l'interprétation des dispositions du **PIDCP** et du **PIDESC**.
- Chaque comité est ensuite chargé de procéder régulièrement à un examen périodique du respect des obligations du **PIDCP** et du **PIDESC** par les États parties (examen sur rapports).
- En cas de saisine par un individu, chaque comité est enfin chargé de statuer sur toute communication qui concerne un manquement aux droits et obligations du **PIDCP** et du **PIDESC** (compétence octroyée au **CoDESC** en **2013** seulement et non en **1976**).

Cette compétence fut reconnue par la France en **1984** pour le **CoDH** et en **2015** pour le **CoDESC**.



Attention : Ces organes de contrôle ne sont pas les seuls investis au sein du système onusien.

D'autres existent, notamment :

- Certains **comités spéciaux** sont institués par des conventions sectorielles.
 - o Exemples : le **Comité pour l'élimination de la discrimination raciale**, le **Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**,

le **Comité des droits de l'enfant**, le **Comité des droits des personnes handicapées**, etc.

- Le **Conseil des droits de l'homme** (à ne pas confondre avec le **CoDH**) est chargé depuis 2006 de procéder tous les 4 ans à l'examen périodique universel (EPU). C'est un bilan sur rapports du respect des obligations de chaque État au regard de l'ensemble des conventions internationales onusiennes dont il est signataire.

Question : Quels sont les problèmes rencontrés par le système onusien ?

Premièrement, les États disposent de la faculté de formuler des « réserves » sur certaines dispositions, c'est-à-dire des clauses d'interprétation ou des clauses dérogatoires pour s'affranchir de certaines obligations.



Exemple : La France considère que l'**article 27 du PIDCP** – qui reconnaît les droits des minorités sur le sol national – n'a pas lieu de s'appliquer car la République ne reconnaît pas les minorités (la France est « unie et indivisible » – voir **Conseil constitutionnel, décision n° 91-290 DC, 9 mai 1991**).

Deuxièmement, les décisions des Comités (**CoDH** et **CoDESC**) n'ont pas de force exécutoire et il est donc possible pour un comité de reconnaître la violation par la France de ses obligations internationales sans jamais être en mesure de lui imposer de s'y conformer.



Exemple : La **loi du 15 mars 2004** qui impose une obligation de neutralité religieuse aux élèves des écoles, collèges et lycées publics est considérée par le CoDH comme contraire à la liberté religieuse au sens du PIDCP. En l'absence de force exécutoire de cette décision, la loi du 15 mars 2004 n'a pas été modifiée (voir fiche 7).

II. La protection des droits et libertés au sein du Conseil de l'Europe



Attention : Vous ne pouvez plus vous permettre en L3 de confondre Union européenne et Conseil de l'Europe ! Le Conseil de l'Europe, c'est « l'Europe des 47 » (avec l'Islande, l'Azerbaïdjan, la Russie, etc.) qui siège à Strasbourg, qui a été fondée par le **Traité de Londres** en **1959** et qui instaure une coopération en vue de la protection de la démocratie, de l'État de droit et des droits et libertés. L'Union européenne c'est « l'Europe des 27 » qui siège à Bruxelles, qui organise une coopération principalement économique – mais pas exclusivement (voir ci-après) – et qui a succédé à la Communauté économique européenne établie par le **Traité de Rome** de **1957**.

Le **Conseil de l'Europe** a permis de développer un **système régional européen de protection des droits et libertés** en adoptant **plusieurs conventions**, notamment :

- La **Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants de 1987** (entrée en vigueur en **1989**)
- La **Charte européenne des langues régionales ou minoritaires de 1992** (entrée en vigueur en **1998**)
- La **Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995** (entrée en vigueur en **1998**)
- La **Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains de 2005** (entrée en vigueur en **2008**)
- La **Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique de 2011** (entrée en vigueur en **2014**).

Les deux principaux instruments juridiques de protection des droits et libertés au sein du Conseil de l'Europe, à retenir absolument, sont :

- La **Charte sociale européenne de 1961** (entrée en vigueur en **1965**)
- La **Convention de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention EDH) de 1950** (entrée en vigueur en **1953**).

A) La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales



À retenir : Quelques informations essentielles sur la Convention EDH.

- Elle a été ratifiée par la France en **1974** ;
- Elle constitue un « instrument constitutionnel de l'ordre public européen » (**Cour EDH, 23 mars 1995, Loizidou c. Turquie**) ;
- Elle énonce **4 droits indérogeables** : le droit à la vie (**article 2**), l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants (**article 3**), l'interdiction de l'esclavage (**article 4**), le principe de non-rétroactivité de la loi pénale et le principe selon lequel il n'y a « pas de peine sans loi » (**article 7**) ;
- Les autres droits et libertés sont généralement garantis de manière non absolue : un premier paragraphe les consacre, un second paragraphe prévoit les causes possibles de limitation de ces droits (voir critique réaliste de la fiche 3).

Question : Quel est le juge de droit commun de la **Convention EDH** ?

C'est le juge interne qui est le juge de droit commun de la **Convention EDH**. C'est lui – et non la **Cour EDH** – qui interprète en premier lieu la conformité des dispositions législatives nationales à la Convention :

- Voir les arrêts **Jacques Vabres de la Cour de cassation en 1975** et **Nicolo du Conseil d'État en 1989** qui reconnaissent la compétence des juridictions ordinaires pour procéder au contrôle de conventionnalité des lois après la décision du **Conseil constitutionnel, n° 74-54 DC, du 15 janvier 1975**.
- **Cour EDH, 30 mars 2017, Chowdury et autres c. Grèce, § 100** : « La Cour réitère qu'elle n'a pas pour tâche de se substituer aux juridictions internes. C'est au premier chef aux autorités nationales, notamment aux cours et tribunaux, qu'il incombe d'interpréter la législation interne. Son rôle se limite à vérifier la compatibilité avec la Convention des effets de pareille interprétation ».

B) La Cour européenne des droits de l'Homme



À retenir : Quelques informations essentielles sur la Cour EDH :

- Elle a été créée en **1959**, siège à Strasbourg et a rendu son premier arrêt le **1^{er} juillet 1961, *Lawless c. Irlande*** ;
- La France a reconnu la possibilité pour les individus soumis à sa juridiction de saisir la **Cour EDH** par requête individuelle en **1981** ;
- La **Cour EDH** est composée d'un juge par État partie, soit 47 juges, élus pour un mandat de 9 ans non renouvelable ;
- La **Cour EDH** possède **plusieurs formations de jugement** en fonction de l'importance de l'affaire sur laquelle elle statue :
 - Une formation à juge unique pour statuer sur la recevabilité ;
 - Une formation en comité de 3 juges pour procéder au réexamen de la recevabilité ou pour appliquer une jurisprudence bien établie ;
 - Une formation en chambre de 7 juges ;
 - Une formation en Grande chambre de 17 juges qui statuent en appel en cas de contestation de la décision de chambre sous 3 mois ainsi que sur les affaires complexes qui soulèvent une question grave relative à l'interprétation de la Convention EDH.
- La **Cour EDH** ne peut être saisie qu'après épuisement des voies de recours interne, en cas de préjudice important et sous réserve d'un délai de prescription de quatre mois à compter du dernier arrêt national rendu (**Protocole n° 15**) ;
- Selon la Cour de cassation, « les États adhérents à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont tenus de respecter les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, sans attendre d'être attaqués devant elle ni d'avoir modifié leur législation » (**Cass., Ass., 15 avril 2011, n° 10-17.049**).

C) Les particularités de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme



À retenir : Plusieurs particularités caractérisent la jurisprudence de la **Cour EDH**.

- 1) **L'interprétation évolutive de la Convention EDH** : la Cour interprète la Convention à la lueur des pratiques sociales, ce qui implique la possibilité de revirements jurisprudentiels.
- 2) **L'interprétation téléologique de la Convention EDH** : la Cour interprète la Convention de manière à réaliser les droits afin d'assurer « des droits non pas théoriques et illusoires, mais concrets et effectifs » (**Cour EDH, 9 octobre 1979, Airey c. Irlande**).
- 3) **Les obligations positives** : les États ne doivent pas simplement respecter le droit ou la liberté, mais le réaliser, en adoptant des mesures proactives :



Exemple : Le droit au recours effectif peut, le cas échéant, imposer la fourniture d'une aide judiciaire.



Exemple : La liberté de manifester implique non seulement d'autoriser, le cas échéant, la manifestation, mais aussi d'assurer la sécurité des manifestants.



Exemple : Le droit à la vie privée peut imposer l'obligation de reconnaître juridiquement la conversion sexuelle des personnes transsexuelles.

- 4) **Les notions autonomes au sens de la Convention EDH** : la **Cour EDH** interprète elle-même le sens et le contenu des catégories juridiques de droit interne. Elle n'est pas dépendante de l'interprétation des juridictions nationales sur l'interprétation des notions juridiques :



Exemple : La Cour EDH est libre d'interpréter la notion de « vie privée » différemment des juridictions internes.



Exemple : La Cour EDH est libre d'interpréter la notion de « magistrats » différemment des juridictions internes (voir fiche 6).

- 5) **La marge nationale d'appréciation** : la **Cour EDH** laisse une marge nationale d'appréciation aux États parties dans les matières pour lesquelles il n'y a pas

de véritable consensus européen, notamment lorsque sont en jeu des traditions historiques et culturelles.



Exemple : La présence de symboles religieux dans les salles de cours des élèves ne porte pas, en soi, atteinte à l'**article 9 de la Convention** et relève de la marge nationale d'appréciation des États (**Cour EDH, 18 mars 2011, Lautsi c. Italie**).

D) La Charte sociale européenne

La **Charte sociale européenne** est complémentaire à la **Convention EDH** :

- Elle consacre des **droits économiques et sociaux** : droit au travail, droit à des conditions de travail équitables, droit à la sécurité et à l'hygiène dans le travail, droit à une rémunération équitable, droit syndical, droit de négociation collective, droit à la protection de la santé, droit à la sécurité sociale, droit au logement, etc.
- Elle a été ratifiée par la France en **1973**.
- Son application est, entre autres, assurée par le **Comité européen des droits sociaux** qui siège à Strasbourg de manière non permanente.
 - Il assure l'évaluation des politiques nationales par le biais de rapports annuels.
 - Il peut être saisi de réclamations collectives par des associations et syndicats, mais ses décisions ne sont pas exécutoires dans l'ordre juridique interne.

III. La protection des droits et libertés au sein de l'Union européenne



Attention : La protection des droits et libertés par l'Union européenne est le fruit d'une évolution qui peut, schématiquement, être résumée en trois temps.

- 1) Dans un premier temps, alors que la **Cour de justice des Communautés européennes (CJCE)** avait affirmé l'effet direct des dispositions du **Traité instituant la Communauté économique européenne (CJCE, 1962, Van Gend and Loos et CJCE, 1963, Costa c. Enel)**, certaines cours nationales l'ont contesté car **la Communauté économique européenne n'assurait pas une protection suffisante des droits et libertés** garantis par leurs constitutions nationales (jurisprudence **Solange et Frontini** des cours constitutionnelles allemande et italienne).
- 2) Dans un deuxième temps, la **CJCE a affirmé par voie jurisprudentielle la protection des droits fondamentaux** :
 - **CJCE Stauder, 1969** : les droits fondamentaux sont « compris dans les principes généraux de l'ordre juridique communautaire, dont la Cour assure le respect »
 - **CJCE, Internationale Handelsgesellschaft, 1970** : la **CJCE** réaffirme sa formule de l'arrêt **Stauder** et ajoute que « la sauvegarde de ces droits, tout en s'inspirant des traditions constitutionnelles communes aux États membres, doit être assurée dans le cadre de la structure et des objectifs de la Communauté »
 - **CJCE, Nold, 1974** : la **CJCE** réaffirme sa formule de l'arrêt **Stauder** et ajoute que, « en assurant la sauvegarde de ces droits, la Cour est tenue de s'inspirer des traditions constitutionnelles communes aux États membres et ne saurait, dès lors, admettre des mesures incompatibles avec les droits fondamentaux reconnus et garantis par les Constitutions de ces États ».
- 3) Dans un troisième temps, **les droits et libertés sont consacrés par les instruments juridiques de l'Union européenne**, qui a succédé à la Communauté économique européenne :
 - Le **Traité sur l'Union européenne** dispose en son **article 2** que « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme ».
 - Surtout, après l'adoption de la **Charte des droits fondamentaux de l'UE** en **2000** à Nice, celle-ci intègre le droit primaire de l'UE après l'entrée en vigueur du **Traité de Lisbonne en 2009**. Le **Traité de Lisbonne** modifie l'**article 6 du TUE** qui dispose désormais : « L'Union reconnaît

les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne [...], laquelle a la même valeur juridique que les traités ».

- L'**article 6 du TUE** ajoute : « Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux ».

IV. La protection des droits et libertés par le droit international pénal

En parallèle des protections des droits et libertés au niveau européen, le droit international pénal a progressivement permis de sanctionner les violations les plus graves, notamment en cas de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

- 1) La Seconde Guerre mondiale a débouché sur la création des **Tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et pour l'Extrême-Orient** (Tokyo) en **1945** et **1946**.
- 2) Des **Tribunaux pénaux spéciaux** ont également été instaurés :
 - Le **Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie** créé en **1993** et dissout en **2017**, qui siégeait à La Haye aux Pays-Bas
 - Le **Tribunal pénal international pour le Rwanda** créé en **1994** et dissout en **2015**, qui siégeait à Arusha en Tanzanie
 - Le **Tribunal spécial pour la Sierra Leone** créé en 2002 et qui siège à Freetown.
- 3) Le **Statut de Rome**, signé en **1998** et entré en vigueur en **2002**, a insaturé la **Cour pénale internationale**. Elle juge des individus et non des États, à la différence de la Cour internationale de justice :
 - 123 États ont signé et ratifié le **Statut de Rome** (ni les États-Unis, ni l'Inde, ni la Chine, ni Israël).

- Elle est compétente pour connaître des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou encore des crimes d'agression.
- Elle est composée de 18 juges, dont un président (Chile Eboe-Osuji) et une procureure générale (Fatou Bensouda).
- La **CPI** est saisie soit par un État, soit par le Conseil de sécurité de l'ONU, soit par la procureure générale.
- À moins que la saisine n'émane du **Conseil de sécurité de l'ONU**, la **CPI** n'est compétente que si l'accusé est ressortissant d'un État partie ou si le crime a été commis sur le sol d'un État partie ou d'un État qui accepte en l'espèce sa compétence.
- La **CPI** est largement critiquée pour son inefficacité à enquêter en dehors des pays africains ainsi que pour sa dépendance à l'égard du **Conseil de sécurité de l'ONU**.

La protection régionale des droits et libertés s'est également développée en dehors de l'Europe, notamment au sein :

- Du système interaméricain des droits de l'homme (**Convention américaine relative aux droits de l'homme, Organisation des États américains, Commission interaméricaine pour les droits de l'homme, Cour interaméricaine des droits de l'homme**)
- En Afrique (**Union africaine, Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Commission africaine des droits de l'homme, Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Cour de justice de l'Union africaine**)
- Dans certains pays arabes (**Charte arabe des droits de l'homme**).